



EDITO

Besson, Kouchner, Lang, DSK, Rocard ...

Les toutous du président

L'été aura été celui de toutes les attaques. « Bouclier fiscal » pour protéger les plus riches et franchises médicales pour faire payer à tout le monde les profits des groupes pharmaceutiques, suppression de 22 000 postes dans la Fonction publique dont la moitié dans l'éducation, attaque contre le droit de grève avec la mise en place du service minimum dans les transports (et promesse d'en faire de même ailleurs), réforme libérale dite de l'autonomie des universités, renforcement du tout-répressif (peines planchers pour les récidivistes) mais projet de dépénalisation des délits économiques, et maintenant attaques contre les régimes spéciaux de retraite, ces acquis sociaux permettant des départs en retraite plus tôt en compensation d'une plus grande pénibilité du travail. Sans compter les chantiers sur lesquels les centrales syndicales acceptent sans honte de négocier avec le Medef, là où il faudrait riposter sans débattre, comme sur le contrat de travail que le patronat veut entièrement refondre à sa sauce avec l'appui de l'Elysée.

L'été aura aussi été celui de tous les ralliements. A côté de la race en expansion des nouveaux chiens de garde, journalistes, intellectuels et médias complaisants à l'égard des puissants, on assiste à la reproduction massive d'un nouveau type de créature : les toutous du président. Généralement étiquetés socialistes, ces nouveaux amis de Sarkozy acceptent qu'un ministère, qu'une mission ou une commission, puisque beaux joueurs et beaux perdants, ils ne vont quand même pas faire la tête au vainqueur si leur parti a été incapable de l'emporter aux présidentielles puis aux législatives contre l'UMP.

Il ne serait pas très juste de qualifier ces ralliements de retournements de veste. Au siècle passé, quand on fustigeait les « renégats », c'était bien de gens passés d'un bord à l'autre qu'il s'agissait. Mais ici point de virage, il s'agit tout au plus de glissements liés aux plans de carrière, sans modification de ligne. Il suffit de voir comment les dirigeants encore au PS donnent le change à Sarkozy. Hollande qui se déclare en accord avec la nécessité de « *travailler plus* », Royal qui loue la fougue réformatrice de Sarkozy, et on en passe.

Mais il faut décerner la palme des toutous à Manuel Valls, maire socialiste d'Evry, lieutenant de Royal et partisan de la « rénovation » du PS : « *Nous devons être le parti de l'entreprise et des entrepreneurs, créateurs de richesses* », a-t-il déclaré cet été, et aussi : « *nous ne sommes pas favorables à une société de l'assistanat* ». Ledit Valls ajoutait en cohérence qu'il n'excluait pas de « *faire un bout de chemin avec la majorité, à condition qu'elle nous entende, sur des sujets qui peuvent faire consensus* ». Mais on se demande s'il subsiste un seul point divergent sur lequel la majorité est invitée à l'entendre. Valls s'est déclaré « *évidemment favorable* » à la suppression des régimes spéciaux de retraite par Sarkozy. Evidemment pas favorable au retour à 37,5 annuités pour tous, public et privé, mais ça, on s'en doutait, ce n'est quand même pas pour rien que Jospin a cosigné la casse des retraites à Barcelone en 2002.

L'avantage de sa stratégie, c'est qu'à ainsi coller aux basques de l'UMP le Parti socialiste est en train de liquider ce qui pouvait subsister d'illusions dans le bipartisme et dans les institutions en place. Hollande et consorts nous offrent une leçon de choses, le spectacle hautement pédagogique des grandes clarifications politiques. Ces gens en sont à un point de connivence avec la majorité qu'ils ne prennent plus la peine de faire semblant. Le camp de l'ordre capitaliste est (presque) à l'unisson, ce qui nous renvoie à notre dispersion, bref à nos retards en matière de mobilisation.

Prochaine réunion du Rezo-antiK

Mardi 9 octobre à 20h00

Fac de Lettre, Bd Albert 1^{er} à Nancy, salle A.028

Venez, c'est ouvert !

Note de lecture : *L'Horreur économique*

L'Horreur Economique est sorti il y a onze ans maintenant. Viviane Forrester y aborde de manière lucide la question de la disparition du travail. Le travail, nécessaire à toute survie, est aujourd'hui un mot vide. Le monde auquel ce terme fait référence a disparu.

En premier lieu, ce que l'on nomme *crise économique* n'existe pas, c'est un leurre au service d'une véritable mutation de notre civilisation. Et pourtant tous les discours politiques s'accrochent au mythe du plein emploi, zappant la souffrance réelle des masses rejetées dans la misère. Ce mythe permet d'anesthésier ceux qui ne sont pas encore au chômage, les rendant sourds à la détresse de la masse. Le chômage est la mise en contact avec le cyclone planétaire qu'est la suppression du travail, des emplois. Cependant, au nom du mythe du plein emploi, on culpabilise les chômeurs. Cette culpabilisation est intégrée par les chômeurs eux-mêmes, provoquant résignation mortifère, souffrance et *honte*, donc menant à la *soumission* politique et économique. Or, obtenir l'indifférence générale est, pour un système, la plus grande des victoires.

Tous les discours politiques se ramènent en fait à un objectif : faire admettre à la masse qu'elle doit être rentable, méritante, utile, exploitable, pour avoir le droit de vivre. Les privilégiés, eux, tiennent ce droit d'office. La pénurie de travail, organisée et voulue, permet de baisser les salaires des emplois restants, ainsi que les conditions de travail. On prépare une société d'esclaves où le travail de l'esclave n'est presque plus nécessaire. Donc, concrètement, on pousse au suicide. Le plus grand nombre devient superflu et nocif. La menace plane d'une gestion politique du problème par un système autoritaire et barbare.

Les textes, discours et politiques qui parlent du travail et du chômage traitent en fait du profit, sans jamais le nommer. Mais on ne s'attaque pas au profit, car plus de profit dit plus d'emplois, sans qu'on n'en voie jamais la couleur. Ainsi s'impose tous les jours davantage la logique du profit, à travers la propagande politique des mots positifs. Par contre les mots profit, prolétariat, capitalisme, sont oubliés et niés, mais toujours indispensables pour parler et comprendre la situation.

Le diktat économique de la classe dirigeante est général, planétaire. Les politiques ne font que plâtrer les points de détail pour nous masquer l'essentiel. Et la prétendue absence de solution prouve seulement que le problème est mal posé. Et comme le pouvoir politique, les médias ont pour tâche d'assourdir, d'abrutir. Car le pouvoir de la pensée est insurrectionnel. Sans pensée, on se contente de

changer les individus au pouvoir sans s'attaquer au système, et « *la hiérarchie se porte bien* » (p. 85). Pendant ce temps, les profits s'amplifient comme jamais encore jusqu'à présent.

La classe anonyme dirigeante est aussi mise en lumière dans ce livre. Car il n'y a pas que le travail qui ait disparu. Gouvernants, patrons, possédants deviennent de plus en plus inaccessibles, fantomatiques. Les propriétaires sont anonymes. L'usine délocalisée est perdue de vue. Une caste dirige le nouveau monde, brassant du virtuel, ne communiquant qu'à peine avec l'ancien monde des patrons habitant une luxueuse demeure non loin de leur usine. La nouvelle caste évolue dans sa propre sphère. Pour elle, les Etats et gouvernements font figure de municipalités. Cette caste dépasse et domine les Etats, et s'en sert, notamment par le biais de la banque mondiale, du FMI ou de l'OCDE.

Alors autant dire qu'à ses yeux le monde salarial est un archaïsme. La misère n'est pas le but de la caste dirigeante mais, poursuivant ses propres objectifs, elle la rencontre et en tire parti. L'économie privée anonyme, « *despotique* » (p. 132) et « *carnassière* » (p. 167), échappe à tout contrôle. Mobile, influente, sans souci électoral ni responsabilité, elle écrase pour son propre profit, laissant soin aux politiques de faire croire que c'est pour le bien de tous. Tout ce beau monde camoufle le naufrage de notre civilisation, le met au compte de crises. Le marché n'a plus besoin de la masse, et ne fait que tolérer sa présence. La masse, de non-rentable, devient coûteuse. Pour l'auteure on est à deux doigts de l'élimination calculée. Personne ne l'affirme encore clairement. Par conséquent personne ne s'y oppose non plus clairement.

Pire que la situation actuelle, c'est notre aveuglement qui nous met en danger. La sphère que nous refusons en vain de quitter est celle du travail. Son absence, utopie jamais réalisée, nous apparaissait jusqu'à présent comme prise en charge par tout le monde et non imposée par quelques maîtres d'esclaves désormais inutiles. La solution n'est pas de restaurer un plein emploi qui ne reviendra jamais, et qui restaurerait du même coup un système qui nous a menés là où nous en sommes. La solution avancée par Viviane Forrester est d'apprendre à employer nos vies à autre chose qu'à être utilisés, accompagné d'un mode de répartition des richesses qui ne soit pas fondé sur une rémunération d'emploi. Une nouvelle société, vivable pour le plus grand nombre, ne peut s'organiser qu'à partir de l'absence du travail, ou plutôt de l'absence d'emploi. Cette perspective peut sembler désespérante, mais prendre le risque du désespoir, par la lucidité, « *est la seule chance de voir renaître la capacité de lutter* » (p. 174).

L'Horreur Economique par Viviane Forrester, Rééd. 1999 Le Livre de Poche

Universités : L'« autonomie » version chacun pour soi

C'est le 1^{er} août que la loi dite d'autonomie des universités a été adoptée. Au milieu de l'été, au pas de charge, trois mois après l'élection de Sarkozy. Autant dire que les gens qui ont fait passer cette loi sont convaincus d'avoir l'adhésion des étudiants et des personnels de l'enseignement supérieur...

Certes la loi n'est pas passée unanimement : les députés socialistes ont voté contre, mais en critiquant l'insuffisance de moyens alloués à la réforme sans rien rejeter sur le fond. Une ligne certainement en phase avec l'attitude déplorable du dirigeant de l'UNEF, Bruno Julliard, qui a dénoncé cet été ceux qui combattaient la réforme comme le faisant souvent pour « *défendre le mandarinat* », refusant de s'associer aux syndicats qui réclamaient le retrait pur et simple du texte. (*Libération* du 23 juillet).

La loi en question ne sort pas de nulle part. Elle vient après plusieurs réformes et en prépare d'autres. Le « plan d'ensemble » avait été annoncé dès mai 1998 dans le rapport U3M (Université du 3^e Millénaire) signé du socialiste Jacques Attali (déjà), et relayé par le ministre de l'Education d'alors, Claude Allègre. Il était alors question, au nom de l'harmonisation européenne, de refondre les diplômes suivant le schéma 3-5-8, de promouvoir la constitution de « pôles d'excellence », d'accroître l'ingérence du capital privé dans l'organisation de l'enseignement supérieur et d'augmenter le pouvoir des présidents d'université.

L'objectif général est assez simple : il est d'arriver à une université à deux vitesses avec des formations courtes (bac + 3) plus ou moins au rabais accueillant la grande masse des étudiants, assurées par des enseignants plutôt que par des enseignants-chercheurs, et de promouvoir quelques pôles d'excellence assurant les formations longues, sélectives, bénéficiant d'enseignements dispensés par des intervenants ayant une activité de recherche – ce qui est la norme pour toutes les formations universitaires jusqu'ici. Le tout étant financé via l'autonomie à coups de contrats avec l'industrie et, à terme, par une augmentation conséquente des droits d'inscriptions. Bref, une fac à l'américaine.

On a connu ces dernières années l'étape préalable avec la mise en place du LMD qui a été la refonte globale des diplômes suivant le schéma préconisé : formation courte en L (Licence), et formation longue avec M et D (Master et Doctorat). Avec la loi de Pécresse, c'est maintenant l'autonomie et le renforcement du pouvoir des présidents qui sont en place. A l'image de ce qui était recommandé par le rapport Attali, citons-le : « *Le président devra exercer à*

plein ses pouvoirs de gestion, notamment en matière d'affectation des locaux et des moyens aux équipes d'enseignement et de recherche, d'utilisation du patrimoine immobilier et foncier de l'établissement qu'il dirige et d'affectation des personnels qui dépendent directement de lui. » Sarkozy et Cie n'ont donc vraiment rien inventé. L'étape suivante est toute tracée : c'est celle des statuts des enseignants-chercheurs « à vie », une catégorie dont les libéraux qui nous gouvernent veulent se débarrasser.

Pour cela, rien de tel que de pouvoir s'appuyer sur des super-présidents aux super-pouvoirs, qui auront les mains libres pour choisir lesquels, parmi les personnels, pourront continuer à faire de la recherche scientifique (parce qu'assez « compétitifs » et inscrits dans les disciplines « d'excellence » de l'établissement) et lesquels seront renvoyés à double service d'enseignement. Comme la recherche scientifique est parallèlement réorganisée, les financements n'allant plus qu'à des projets à court terme au détriment des travaux inscrits dans la durée, on voit se dessiner un tableau affligeant de l'enseignement supérieur et de la recherche : une sélection à outrance des étudiants (par niveau, et par l'argent), des personnels chercheurs et enseignants-chercheurs précarisés, des financements tributaires du bon vouloir du patronat. Une situation que la gauche et la droite contribuent depuis dix ans à mettre en place.



Carnet de voyage en pays occupé

Première partie. L'Arrivée

C'est vers quatre heures du matin que nous arrivons à Ben Gurion Airport, entre Tel Aviv et Jérusalem. C'est l'aéroport le plus important du pays. Mais aussi le plus sûr du monde, paraît-il. Je dirais plutôt le plus paranoïaque et sécuritaire. À l'exception des nombreux drapeaux israéliens, il semble à première vue comme tous les autres : moderne et sans vie. A première vue seulement car l'interrogatoire d'arrivée à la douane est déjà méfiant et insistant. Mais nos passeports sont insoupçonnables et nous jouons avec brio la pièce longuement répétée avant le départ : *Nous sommes des pèlerins chrétiens... venus visiter les lieux saints... non, nous ne comptons pas sortir de Jérusalem, si ce n'est pour goûter à la vie nocturne de Tel Aviv... non, nous ne connaissons personne dans la région...* Nous nous estimons heureux de passer aussi facilement compte tenu des témoignages que nous avons lus et entendus : heures d'attente en salle de détention, interrogatoires qui n'en finissent pas, fouilles complètes, confiscations d'objets ou de documents qui pourraient nuire à la « sécurité » d'Israël (comprenez : à sa réputation), interdictions de territoire... au point que nombreux sont ceux qui se résignent à passer par la Jordanie pour rejoindre la Palestine. Au retour, le passage par Ben Gurion sera d'ailleurs une autre paire de manches.

Sortis de l'aéroport, nous prenons un « sheirut », taxi collectif bon marché. Notre chauffeur est arabe israélien. Mieux lotis que les arabes de Palestine, ceux-ci sont pourtant aussi l'objet de toutes les discriminations : travaux sous-payés, droits sociaux refusés, difficultés à trouver un logement, harcèlement pour qu'ils quittent Jérusalem. Le taxi arrive à Jérusalem-Est, porte de Damas, entrée de la vieille ville arabe. Mais cela n'empêche rien, Israël sait se faire rappeler : partout, dans chaque rue, tous les dix mètres, des drapeaux israéliens ont été soigneusement disposés par la municipalité. La colonisation est aussi (peut-être même surtout) idéologique. Nous comprenons déjà que Jérusalem est bel et bien de l'histoire ancienne pour les Palestiniens. Peu avant six heures du matin, les rues sont totalement désertes. Nous prenons plaisir à déambuler dans les ruelles des souks, à traverser les lieux saints sans une âme qui vive. Le mur des lamentations s'offre à nous sous la lumière rasante de l'aurore, et nous montons l'esplanade des mosquées accompagnés du soleil levant. Si seulement nous savions avec quel autre regard nous retrouverons ces lieux quelques jours plus tard, nous profiterions de ce moment davantage. Mais la ville s'éveille

lentement et il est temps pour nous de prendre la route pour Jénine avant que l'avancement de la journée n'entame l'humeur des soldats et ne rende le passage des nombreux check-points trop difficile. Avant cela, sur le chemin qui nous mène au point de rassemblement des bus pour Ramallah, nous marchons derrière une vieille femme arabe vêtue de son jilbab. Soudain, un groupe d'enfants surgit, coiffés de leur kippa. Ils se mettent à se moquer ouvertement de la vieille femme, à tirer sur son vêtement, et visiblement à lui proférer des insultes. Leur accompagnateur, la vingtaine, ne bronche pas. Seule la vieille femme se fâche brièvement avant de poursuivre son chemin. Premier contact avec le conflit.



La grande route qui mène vers Ramallah butte sur le mur. Le bus doit longer sur plusieurs kilomètres les zigzags arbitraires que forme cette impressionnante construction. Nous sommes trop près pour bien le voir. Il ne fait que boucher notre vue, ne nous offrant de temps à autre que quelques graffitis : *This wall is a shame! This wall must fall!* Enfin, nous aboutissons au check-point de Qalandia, porte d'entrée de la Palestine, volontairement excentré, loin de Jérusalem. Il ressemble à un péage autoroutier. Un régiment de militaires israéliens féroce­ment armés y contrôlent chaque véhicule, chaque identité. C'est l'un des plus grands, mais il a ceci de commun avec tous les autres : le passage est relativement aisé d'Israël vers les territoires occupés, alors que des queues monstres de véhicules et de piétons se forment dans l'autre sens. Nous voyant

surpris de la facilité avec laquelle nous passons, on nous explique qu'aux check-points c'est selon l'humeur des soldats que certaines voitures passent ou non, mais aussi que certains passagers passent ou doivent retourner à pied, parfois après s'être fait hurler dessus, humilier, ou viser à bout portant. Après avoir abandonné notre bus à Ramallah pour un « service » (ainsi se nomment les taxis collectifs côté palestinien), nous reprenons notre route plein nord et passons, toujours sans trop d'encombre, plusieurs check-points. A chaque fois c'est le chauffeur du mini-bus qui se charge de tendre les passeports aux soldats. Ceux-ci sont parfois cléments quand ils voient des papiers internationaux. Nos compagnons de route palestiniens s'en réjouissent. A chaque contrôle, je regarde attentivement ces gamins âgés d'à peine 18 ans. Israël est un État militaire où chaque jeune (garçon comme fille) est envoyé dès sa majorité servir pendant trois ans dans les territoires occupés (21 mois pour les filles). Ces soldats pourraient être mes élèves, à la différence non négligeable de la posture qu'ils prennent. Lourdemment équipés et armés, je suis frappé par l'assurance avec laquelle ces gosses manipulent leur énorme attirail, le regard sévère et insistant avec lequel ils demandent leurs papiers à des personnes qui pourraient être leurs grands parents, à moins qu'ils ne se servent eux-mêmes dans la poche de leur chemise. Parfois, au contraire, mais seulement parce que nous sommes internationaux, ils esquissent un petit sourire en nous demandant d'où nous venons et où nous allons, comme pour mieux souligner la clémence avec laquelle ils nous laissent passer. Quand c'est le cas, ils peuvent aussi ajouter un *be careful* protecteur, une manière de montrer qu'Israël laisse librement les internationaux enquêter sur la manière dont il se défend du danger terroriste. Bien évidemment, le passage d'un check-point n'est jamais la même épreuve pour un Palestinien que pour un international. Mais nous aurons très vite une idée de ce que la population a à endurer. Non loin de Jénine, approchant d'un des derniers check-points de notre route, les soldats nous font signe de nous arrêter à une cinquantaine de mètres d'eux. À cette distance, ils ne voient pas qui se trouve dans le véhicule. En hurlant, il nous ordonnent de descendre et de mettre les mains en l'air, l'un d'eux nous visant de son arme. Ils continuent à aboyer en hébreu, mais nous ne comprenons rien. Les autres soldats nous mettent en joue également. Les Palestiniens, visiblement habitués, comprennent que nous devons soulever nos vêtements. Peu rassurés nous nous exécutons. Les soldats continuent à hurler. Nous ne comprenons toujours pas. Ils chargent leur arme. Le bruit nous glace. L'un d'eux désigne ma sœur pour qu'elle lève son tee-shirt à son tour. Habituellement les femmes échappent à cette épreuve. Finalement, le ton baisse et ils s'approchent de nous. Nous sommes paralysés. Les Palestiniens

nous font comprendre que tout va bien. Arrivés à notre niveau, les soldats contrôlent nos papiers en souriant. Ils blaguent entre eux, rigolent, nous demandent où nous allons et dans quel but, mais sont visiblement peu intéressés par la réponse. Nous sommes finalement autorisés à remonter dans le véhicule et à repartir, à l'exception d'un des passagers qui devra rester là. Toute cette scène n'était qu'amusement ou provocation. Qui croirait que, dans ce sens, il y ait un risque que quelqu'un aille se faire sauter en Palestine. Comme si, d'ailleurs, l'armée israélienne s'inquiétait pour une ville comme Jénine, qu'elle présente comme le plus grand vivier de terroristes palestiniens, qu'elle n'a pas hésité à bombarder ou dont elle rase des maisons à coup de bulldozer. En repartant, nous croisons un autre « service » qui se fait contrôler. Les neuf passagers sont tenus en joue et alignés les bras en l'air pendant que leurs sacs sont vidés à même le sol.

En Palestine, impossible de prévoir le temps qu'il faut pour se déplacer et ce que l'on aura à endurer. C'est selon le nombre de check-points et au bon vouloir des soldats. Nous arrivons à Jénine vers midi : une demi-journée pour longer la centaine de kilomètres de ce grand axe nord-sud. C'est peu et c'est déjà bien d'être arrivés. Mais pour nous, le ton est donné.



Vous voulez contribuer au Termite ?

N'hésitez pas à envoyer vos contributions, informations, coups de gueule, dates, illustrations, bandes dessinées, etc.

Date limite pour le prochain n° : le 1^{er} octobre
à l'adresse : bulletin-rezo-antik@nancy-luttes.net

Qui sommes-nous ?

Après cinq ans de gouvernement Jospin, la faillite de la gauche plurielle (PS, PC et Verts) est révélée avec fracas au soir du 21 avril 2002 avec pour la première fois Le Pen au deuxième tour d'une présidentielle. Le bilan est sans appel pour la gestion sociale-libérale du capitalisme. A l'inverse, l'extrême gauche atteint près de 10 %, indiquant le besoin d'une politique alternative.

En mai-juin 2003, le gouvernement Raffarin réussit à provoquer l'un des plus gros mouvements sociaux depuis Mai 68 contre sa réforme des retraites. Suivi par un énorme rassemblement militant dans le Larzac à l'été, l'ampleur de la mobilisation, ainsi qu'une approche moins identitaire du militantisme indiquent que des ressources existent pour construire une nouvelle force politique anticapitaliste ancrée dans les luttes.

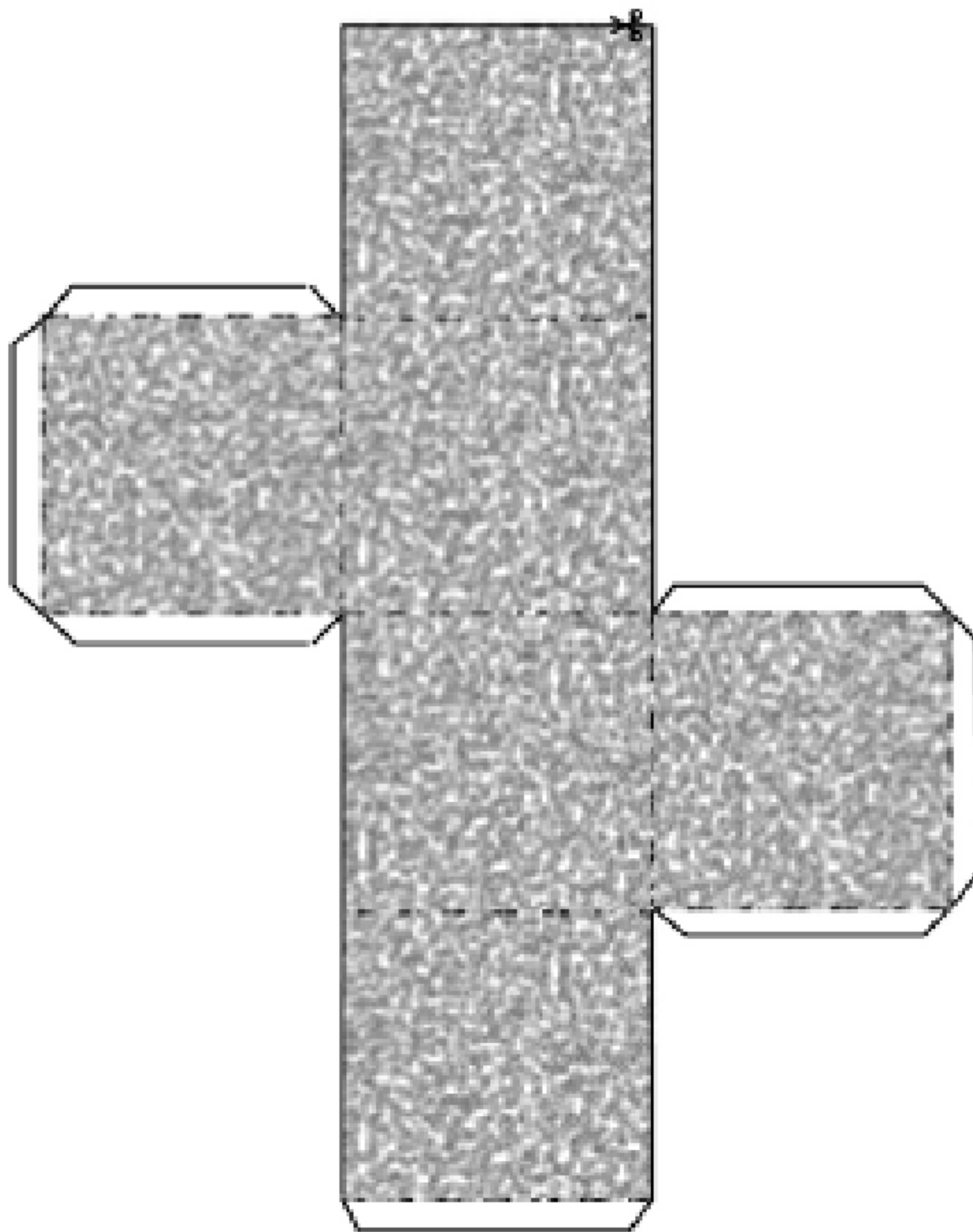
C'est ce contexte qui a conduit environ 80 militantEs de l'agglomération de Nancy, issuEs de différentes organisations syndicales, politiques ou associations (AL, ATTAC, Cacendr, CGT, CNT, FSU, La Rue Qui Gouverne, LCR, SUD...) et aussi de non-encartéEs à lancer le 1^{er} mai 2004 un appel, « *Rassemblons-nous pour en finir avec le capitalisme* », à l'origine du Rezo-antiK. Le projet de l'appel étant de construire un cadre commun à des militantEs provenant de différentes traditions (marxistes, libertaires, écologistes...), ne convergeant pas obligatoirement sur toutes les questions mais étant d'accord sur un socle minimum de principes anticapitalistes, et pas seulement antilibéraux. L'idée était alors de dépasser les clivages organisationnels sans gommer les différences, d'unir les forces sur ce qui pouvait l'être plutôt que de marcher séparément.

Trois ans plus tard, malgré des initiatives qui ont rencontré un relatif succès comme les Rencontres Anticapitalistes en janvier 2005, force est de constater que l'objectif initial du Rezo-antiK n'a pas du tout été atteint. Différents facteurs ont pesé dans ce sens, notamment le repli des organisations existantes sur elles-mêmes, et l'absence de relais au plan national y compris de la part d'organisations se déclarant officiellement favorables au rassemblement des anticapitalistes.

Le Rezo-antiK a malgré cela continué à fonctionner, bien que l'élan unitaire anticapitaliste ait été balayé par d'autres projets comme ceux aux contours flous du rassemblement antilibéral. Nous restons convaincuEs de la nécessité d'une force politique qui soit prête à défendre jusqu'au bout les intérêts des salariéEs, des sans-papiers, sans-logement, sans-emploi, c'est-à-dire d'une force qui mise sur les luttes plutôt que sur les élections, et qui ait pour projet de sortir du capitalisme plutôt que de l'aménager.

Le Rezo-antiK publie des tracts, participe à différentes luttes et collectifs, il est un lieu de confrontation et d'élaboration par le débat entre militantEs de différents horizons, notamment à l'occasion des cafés anticapitalistes. N'hésitez pas à participer à ses activités.

APRÈS LA PLAGE, LES PAVÉS!



TOI AUSSI DÉCOUPE TON PAVÉ
POUR LES MANIFS DE LA
RENTRÉE.

MODE D'EMPLOI: PLIE SELON LES POINTILLÉS,
COLLE AU NIVEAU DES LANQUETTES ET
LANCE-LE SUR CEUX QUI SONT EN FACE.